

LE CABINET DU WALI TENTE DE DÉSAMORCER LA CRISE

Grogne à la DUC de Constantine

Fous de rage, les travailleurs de la Direction de l'urbanisme et de la construction, sise au Coudiat, sont sortis de leur lieu de travail pour protester contre les agissements jugés abusifs de leur directeur Mehdi Habib.

Leur secrétaire général du syndicat, Fouad Mellah, déclare : «La manière dont le directeur administre ce secteur, souvent pointé du doigt, à cause justement des retards inconsidérés, enregistrés dans les projets relevant de sa compétence, est inacceptable et nous sommes là pour demander son départ pur et simple, son absence d'aujourd'hui (hier, NDLR) prouve qu'il n'a que faire du travail qui lui est demandé».

En effet, ce dernier, comme nous l'a confirmé le chef de cabinet du wali, Abdelmadjid Boumenkar, lors d'un point de presse improvisé pour la circonstance, déclare par ailleurs : «J'ai tenu à faire ce point de presse pour éclairer l'opinion publique de cette grève des travailleurs de la DUC en compagnie des représentants de l'ins-

pecteur du travail de wilaya à l'effet de trouver une solution à ce problème, mais surtout de faire comprendre aux grévistes qu'ils n'ont nullement le droit d'exiger le départ d'un commis de l'Etat, alors qu'il y a tout un tas de procédures à suivre, nous avons saisi l'inspection de la Fonction publique, seule institution habilitée à se prononcer sur la carrière d'un fonctionnaire».

Toutefois, ajoute le même interlocuteur : «Nous avons expliqué aux

grévistes qu'ils devaient s'en tenir uniquement à leurs revendications professionnelles pour trouver un terrain d'entente, en attendant la venue du directeur concerné et répondre des faits qui lui sont signifiés, quant à nous, nous avons été instruits par le wali d'aller vers les grévistes».

Ce n'est pas l'avis des grévistes qui ont tenu des propos assez durs à l'encontre de leur directeur mais aussi du représentant de la wilaya qui, disent-ils : «Nous n'avons nullement peur de la pression que tente de nous faire ce dernier en nous menaçant de sanctions administratives, nous maintenons notre action jusqu'à obtention

de son départ». Selon les témoignages de divers travailleurs, c'est le comportement de leur directeur qui revient à chaque fois, notamment les insultes et autres remarques désobligeantes qui sont proferées par ce même responsable.

Pour le chef de cabinet, il dira à propos de cet arrêt de travail que l'inspection du travail est en train d'étudier ce mouvement pour décider de son illégalité ou non, ce qui engendre in fine des sanctions, mais pour ce dernier, « nous n'en sommes pas encore là, mais je dois vous dire que l'Etat est présent pour intervenir promptement à tout dépassement de la loi, la rigueur

est de mise pour éliminer tout dépassement qui nuit à la bonne marche de nos institutions». En somme un point de presse qui n'apporte aucun éclairage, puisque le chef de cabinet dira contre toute attente : «En l'absence du directeur concerné, nous ne pouvons rien dire, ni décider de quoi que ce soit, sauf que nous avons essayé tout simplement d'atténuer la tension».

En attendant la venue du directeur de la DUC, les choses risquent de s'envenimer en l'absence d'un vrai interlocuteur à même de prendre les décisions qui s'imposent et en temps voulu.

N. Benouar

BÉJAÏA

La RN 12 fermée par des demandeurs de logement à Oued-Ghir

Des citoyens de la commune de Oued-Ghir ont procédé à la fermeture de la RN 12 à hauteur de leur localité.

Les citoyens protestataires qui se plaignent de «l'inéquitable» distribution de logements construits sur le territoire de leur commune regrettent qu'aucun habitant de leur municipalité ne figurait sur la liste des bénéficiaires. Cet important axe routier reliant la vallée

de la Soummam aux régions du centre, Bouira, Tizi-Ouzou, Alger, a été bloqué tôt dans la matinée par les manifestants. Comme à chaque infernale action de fermeture de route, des usagers de cette voie de communication se sont retrouvés otages d'un

conflit dont ils ne sont impliqués ni de loin, ni de près. La wilaya de Béjaïa qui détient le record national en matière de blocage de routes ne parvient toujours pas à mettre un terme à ce désastre qui étouffe son économie et compromet sérieusement tout espoir de développement dans la région. Le nouveau responsable de l'administration de la wilaya qui s'est engagé à insuffler une

nouvelle dynamique à la région à chacune de ses sorties à travers les municipalités de la wilaya semble comme son prédécesseur impuissant à mettre fin à cette anarchie qui visiblement s'est définitivement installée dans cette région de la Basse Kabylie, s'insurgent des opérateurs économiques implantés dans la wilaya.

A. K.

RELIZANE

Opération de nettoyage au village d'El Homr

Jadis, il suffisait que les sages du village appellent au bénévolat pour que tout le monde réponde favorablement.

Ainsi, pour revivre ce genre de «Touiza», l'association sociale Akaerma, dans la commune d'Oued Djemaâ, rattachée à la daïra d'El H'madna, dans la wilaya de Relizane, a organisé, samedi matin, une vaste opération de nettoyage qui a touché

tous les quartiers du village, ainsi que la décharge. En effet, chaque citoyen a participé avec les moyens dont il dispose telles la pioche, la pelle... dans une ambiance festive. «Nous sommes en train de revivre dans le village l'esprit de solidarité, qui a dis-

paru depuis des lustres. Cette initiative a pour but de redonner au village son vrai visage», déclare un membre de l'association.

Les villageois, durant toute la journée, ont réussi à débroussailler une grande superficie, notamment du chardon qui a dominé les quartiers du village ainsi que l'incinération des ordures. «Comme vous voyez, avec

peu de moyens, on a relevé le défi, et cela grâce aux habitants qui se sont mobilisés», dira Hadj Beloued.

Reste à dire que malgré le changement de la société, les villages demeurent toujours attachés à leurs traditions en organisant ce genre d'initiative, chose qui mérite l'encouragement.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

Ambitieux programme pour la capitale de la Mekerra

La capitale de la Mekerra fera son lifting avec le réaménagement de 6 000 vieux bâtis et la réalisation de 4 500 logements nouveaux.

Tel est le programme ambitieux auquel doivent s'atteler les services compétents et les entrepreneurs pour tenter de résoudre la crise du logement.

Le ministre de l'Habitat en visite dans la journée de dimanche dernier a Sidi-Bel-Abbès a procédé à la cérémonie de la pose des premières pierres de

plusieurs projets de réalisation de logements.

Ainsi, dans le chef-lieu, celui des 1 500 logements AADL, à Sidi Lahcen 1 000 logements LPL et à Tilmouni 2 000 logements LPL. 1 500 autres AADL et 500 logements LPP sont eux en cours de réalisation à Sidi-Bel-Abbès ville.

Par ailleurs, 6 000 logements du vieux bâti ont été recensés pour faire l'objet d'une opération de réaménagement.

Ces vieux bâtis qui enlaidissent un peu partout la capitale de la Mekerra seront très bientôt pris en charge, d'après le ministre, pour une opération de réhabilitation.Il y a lieu de rappeler que Sidi-Bel-Abbès aussi appelée «Le petit Paris» renferme de jolis bijoux d'architecture (de belles résidences et des châteaux) mais hélas, ils menacent ruine pour la plupart.

A. M.

CHLEF

Le maire de Oued Goussine limogé

Depuis les élections de 2012, les tribunaux ont émis des ordres d'inculpation à l'encontre des P/APC de Béni Rached, Zeboudja, Ain Merane, Bouzghaïa, Abou el-Hassan et Oued Goussine.

Ce dernier a été accusé de passation de marchés non conforme à la réglementation. Les autres pour corruption, détournement de deniers publics, mauvaise gestion et blocage des assemblées.

Après l'éviction de ces maires, naissent des querelles entre les élus de l'assemblée pour prendre possession de la place de celui qui a été évincé.

Ces tractations, loin de servir les intérêts des administrés, vont aboutir au blocage des assemblées avec comme corollaire des projets gelés.

Concernant Oued Goussine, les élus ne sont pas parvenus à désigner un nouveau P/APC dans les délais impartis. Le wali a alors pris la décision de confier la gestion des affaires courantes au chef de daïra de Béni Haoua dont dépend la commune de Oued Goussine.

Medjdoub Ali